

24 JUIN 2015

CS/11940

C'est à travers un leadership courageux, et non pas un discours fataliste, qu'une solution pourra être trouvée pour résoudre le conflit israélo-palestinien », déclare M. Jeffrey Feltman

7470e séance – après-midi

- **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, a prévenu, aujourd'hui, le Conseil de sécurité qu'« accepter un discours fataliste sur le conflit israélo-palestinien ne ferait qu'accélérer la détérioration de la situation ». « Ce serait également une grave injustice à l'égard de ceux, des deux côtés, qui veulent vivre en paix et en sécurité avec leurs voisins. »

Dans son exposé mensuel sur le Moyen-Orient, M. Feltman a préféré se baser sur les récentes réaffirmations par le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, de son engagement en faveur de « l'idée d'une solution à deux États durable », dont s'est félicité le Secrétaire général.

M. Ban Ki-moon estime toutefois que ces paroles doivent se traduire par des mesures concrètes, notamment pour mettre fin aux activités unilatérales et sensibles en Cisjordanie, y compris dans les colonies, parce que ces activités risquent de porter préjudice à l'accord final sur le statut ou d'empêcher la création d'un État palestinien contigu viable. Ce message a été réaffirmé par le Comité spécial de liaison lors de sa réunion à Bruxelles le 27 mai dernier, a rappelé M. Feltman.

Il a aussi indiqué que le Secrétaire général se félicitait des mesures prises par Israël pour assouplir certaines restrictions imposées aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, en particulier pendant le mois du Ramadan, même si certaines de ces mesures ont été révoquées en réponse à des tirs répétés de roquettes depuis Gaza. M. Ban encourage Israël à poursuivre ces mesures susceptibles d'inspirer la confiance, qui permettent à la population de se déplacer librement entre Gaza et la Cisjordanie.

En Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, la situation en matière de sécurité est restée tendue, a fait remarquer le Secrétaire général adjoint en signalant les 186 Palestiniens blessés, dont 28 enfants et 2 femmes. De leur côté, les Forces de sécurité israéliennes ont compté 5 blessés. Ces forces ont mené 400 opérations de recherche et d'arrestation qui les ont conduites à arrêter 510 Palestiniens. Il a aussi mentionné les trois incidents qui s'étaient produits les 20 mai, 10 et 14 juin au cours desquels trois Palestiniens avaient été tués par les Forces de sécurité israéliennes.

Le 19 juin, a-t-il poursuivi, un Palestinien a tiré sur un véhicule israélien en Cisjordanie près de Ramallah, ce qui a causé la mort d'un civil israélien et en a blessé un autre. Certaines factions palestiniennes, dont le Hamas, ont salué cette attaque que les Nations Unies ont immédiatement condamnée. M. Feltman a aussi signalé qu'un policier israélien avait été blessé au cours d'une agression à la « Porte de Damas » à Jérusalem, ainsi que six membres des Forces de sécurité israéliennes.

Le Secrétaire général, a dit M. Feltman, reste très préoccupé par la situation des prisonniers palestiniens en Israël, notamment ceux qui sont détenus pour des raisons administratives comme M. Khader Adnan, qui fait une grève de la faim depuis 51 jours. Il a prévenu que la loi autorisant à nourrir de force les prisonniers en grève de la faim, que veut présenter le Gouvernement israélien, violerait, si elle est adoptée, les normes internationales.

M. Feltman a aussi fait le point sur les destructions de maisons et de structures qui se sont poursuivies en Cisjordanie: en juin, par exemple, 52 structures avaient été démolies, conduisant au déplacement de 29 Palestiniens, dont 17 enfants. Il a expliqué que le système de zonage actuel empêchait les Palestiniens de construire dans la zone C.

Le Secrétaire général adjoint s'est déclaré à nouveau préoccupé par le sort des 7 000 bédouins et bergers palestiniens situés dans 46 zones résidentielles de la Cisjordanie qui risquent d'être transférés de force au fur et à mesure qu'avance le plan de relogement d'Israël pour ces communautés vers trois sites de la zone C. Ce plan est peut-être lié à l'expansion des colonies dans la zone E1 et autres zones, au risque de menacer sérieusement la réalisation de la solution à deux États, a prévenu M. Feltman.

Concernant Gaza, il a fait part de plusieurs incidents en matière de sécurité qui ont aggravé une situation déjà désespérée. Dix roquettes ont été lancées par des militants palestiniens de Gaza, sans toutefois faire de victimes, tandis que 11 autres avaient été tirées en direction de la mer. Les Forces de sécurité israéliennes ont répondu par 11 tirs aériens sur des sites de militants à Gaza, sans faire de victimes, a-t-il précisé.

Le Secrétaire général adjoint a ensuite évoqué les divisions internes à Gaza. Les forces de sécurité du Hamas ont ainsi déclaré avoir tué un militant salafiste accusé de tirer des roquettes sur Israël. En outre, rappelant que 12 Palestiniens avaient été blessés par les forces israéliennes, il a demandé à Israël de prendre des mesures pour limiter les incidents dans les zones à accès réservé.

Le Secrétaire général, a-t-il ajouté, suit de près les informations véhiculées par la presse concernant une flottille qui se dirigerait vers Gaza, ce qui, selon lui, ne contribuerait pas à résoudre la situation.

Le contexte de plus en plus difficile à Gaza met en évidence la nécessité urgente de renforcer l'unité palestinienne, a conclu M. Feltman, en soulignant le taux de chômage de 43% à la fin de 2014. Il s'est cependant dit encouragé par la détermination du Premier Ministre palestinien, M. Rami Hamdallah, à relever les défis, en particulier les problèmes auxquels sont confrontés les fonctionnaires à Gaza, en réintégrant la gouvernance sous une seule autorité. Il a aussi pris note de la décision du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de constituer un comité pour consulter toutes les factions palestiniennes afin de former un gouvernement d'unité nationale.

M. Feltman a également indiqué que le Secrétaire général s'était félicité de la décision de l'Égypte d'ouvrir le point de passage de Rafah, du 13 au 19 juin, et pour trois jours cette semaine, avant d'exprimer le souhait de voir ce point de passage ouvert plus régulièrement. La mise en place du Mécanisme de reconstruction de Gaza a beaucoup contribué à l'entrée des matériaux de construction, a-t-il dit, en précisant que 135 projets de construction avaient été approuvés par les autorités israéliennes sur les 202 soumises. Aujourd'hui, le Gouvernement de la Palestine a approuvé l'entrée de matériaux destinés à la construction de 16 000 nouveaux logements, a-t-il ajouté. Cela l'a conduit à rappeler le besoin urgent de fonds pour financer le Mécanisme, les fonds actuels devant s'épuiser d'ici à septembre.

Il a aussi indiqué que le Secrétaire général avait pris note du rapport sur Gaza publié lundi par la Commission indépendante d'enquête du Conseil des droits de l'homme, avec l'espoir qu'il contribuerait à faire droit aux victimes de la guerre de l'an dernier.

Passant à la situation au Liban et en Syrie, M. Feltman a relevé que l'absence de président au Liban depuis plus d'un an avait empêché le Parlement de légiférer sur des questions importantes, ce qui affecte l'économie et la gouvernance du pays. Il a indiqué que, le long de la frontière avec la Syrie, le Hezbollah avait repris des positions aux groupes extrémistes armés, dont l'EIL et le Front el-Nosra.

Six mois après le lancement du Plan de réponse à la crise libanaise, les Nations Unies exhortent les donateurs à respecter leurs engagements pris pour aider 1,2 million de réfugiés inscrits et les communautés libanaises d'accueil. Il a par ailleurs fait part du calme général qui a régné dans la zone d'opération de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), tout en regrettant qu'Israël ait continué à violer l'espace aérien libanais presque chaque jour.

S'agissant de la Syrie, M. Feltman a assuré que l'Envoyé spécial du Secrétaire général poursuivait les consultations en vue de faire des recommandations sur la mise en œuvre du Communiqué de Genève. Des discussions ont eu lieu à Istanbul et à Damas, notamment sur la protection des civils, en mentionnant l'utilisation inacceptable de barils à explosifs par les forces gouvernementales et l'emploi condamnable de bombes à gaz par les groupes de l'opposition.

En outre, le Gouvernement de la Turquie a soulevé le problème de l'arrivée, dans son pays, de 25 000 réfugiés syriens qui ont fui la région de Tal Abyad après les efforts visant à y expulser le groupe armé extrémiste *État islamique*. La Turquie ne peut pas continuer à supporter ce fardeau seule, a fait remarquer M. Feltman. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avait lancé une enquête sur des déplacements forcés de populations arabes et turkmènes, a-t-il également indiqué, en ajoutant qu'à ce jour, rien n'a encore pu déterminer s'il s'agit de déplacements systématiques ou massifs.

M. Feltman a conclu son exposé en invitant à aborder le conflit israélo-palestinien dans le contexte des troubles que connaît la région. Il a prévenu du risque accru de radicalisation dans le Territoire palestinien occupé résultant de l'absence de perspectives politiques. « Sans leadership courageux, une solution durable restera un but lointain et inaccessible », a-t-il averti.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.